



Le 04 décembre 2012

### **CREDIT AGRICOLE – RESULTATS 2012**

Les mauvais résultats du troisième trimestre confirment que pour la seconde année consécutive le groupe Crédit Agricole présentera des résultats négatifs en 2012.

Selon la Direction, le plan de réduction de voilure, mené à CASA et annoncé en fin d'année dernière, pour corriger le tir, a pourtant été tenu voire dépassé et les résultats des caisses régionales sont plutôt bons au regard de ceux des autres banques de détail françaises soumises, comme le Crédit Agricole, au contexte de crise invoqué pour justifier les difficultés du groupe.

En vérité, les résultats et les salariés du groupe paient très chèrement les conséquences des orientations stratégiques décidées et mises en œuvre depuis plus de dix ans par ses dirigeants.

La CGT a toujours argumenté son opposition à ces orientations antinomiques avec le statut mutualiste et coopératif pourtant toujours mis en avant par les dirigeants du groupe.

Cette année, les sacrifices imposés aux salariés pèsent sur les conditions de travail et de vie :

- les emplois détruits, en France (CACIB, CACF...) comme à l'étranger, de manière directe au travers de plans de restructuration ou indirecte via des cessions (CHEVREUX, EMPORIKI...) menées sans aucun égard pour l'avenir des salariés,
- les salaires dont l'évolution reste en dessous du niveau de l'inflation.

Pourtant, les brèches occasionnées par des investissements et des prises de risques démesurées n'ont pas été colmatées.

Ainsi c'est 20 Milliards cumulés, pas moins de 10 années de salaire pour les 65 000 salariés qui sont aujourd'hui reconnus perdus et d'autres dépréciations viendront encore alourdir ce triste bilan, auquel il convient d'ajouter les centaines d'emplois que représentent, mis bout à bout, les milliers de postes sacrifiés qui aiguisent chaque jour la souffrance au travail de ceux gènèrent pourtant les résultats significatifs dilapidés par ailleurs.



### CREDIT AGRICOLE – RESULTATS 2012

Demain, l'investissement technologique entrepris par ce qui constitue la solide base du groupe, les Caisses régionales, ne laisse rien espérer de bon. Son surcoût sera probablement largement compensé par les nouvelles mesures gouvernementales, au service de la compétitivité des entreprises, que paieront via la TVA clients et salariés. Cependant la rapidité de la mise en œuvre du changement technologique pèse aussi sur les conditions de travail et altère la productivité collective sans pouvoir offrir, avant longtemps, une meilleure qualité de service aux clients. Cette mutation technologique expose ainsi les Caisses régionales à des pertes de marchés que les réductions d'effectif, facilitées par les coopérations entre Caisses régionales ou les regroupements de sièges, auront du mal à compenser. Le choix du SI unique est une fois encore, celui de la réduction de voilure.

Pour la CGT, la pérennité d'une entreprise ne repose pas sur sa capacité à se replier.

Le développement suppose, au contraire, le renouvellement des salariés et le développement de leur qualification au service des besoins des clients. Les valeurs mutualistes imposent quant à elles :

- La reconnaissance de la valeur du travail accompli par des salaires à la mesure des richesses produites et par des conditions de travail progressistes
- des orientations exclusives en faveur de l'économie réelle, farouchement opposée à toute forme de spéculation,
- la protection des plus fragiles par l'exonération d'une facturation abusive.

La gouvernance, telle qu'elle est organisée à ce jour, a démontré son incapacité à garantir le respect des valeurs mutualistes. Salariés, usagers et pouvoirs publics doivent être partie prenante pour garantir le réel comportement mutualiste de notre Banque Verte.

### Contacts :

Alain BABIN : 06.01.02.03.04

